

Le fret ferroviaire doit être déclaré d'intérêt public !

La SNCF veut liquider le train de fret Perpignan-Rungis, sauvons-le !

« Nous avons décidé d'agir », voilà ce que disait Patrick Jeantet, patron de SNCF réseau, la semaine dernière dans Les Échos au sujet du fret ferroviaire.

Comme d'habitude avec les dirigeants de la SNCF, la réalité est bien différente.

Après avoir supprimé l'an dernier une première liaison entre Perpignan et Rungis, la SNCF entend définitivement liquider le dernier train de fruits et légumes, qui achemine chaque jour 1400 tonnes de fruits et légumes au cœur de la capitale.

Cette décision aura pour conséquence de mettre, chaque jour, 250 poids lourds supplémentaires sur la route !

Après la COP 21, au regard des enjeux de santé publique, de congestion routière, d'accidentologie, le premier marché de gros, en Europe, qu'est le MIN de Rungis est en passe d'être approvisionné exclusivement par la route ! C'est un scandale absolu.

Pour rappel, 1 poids lourd passe toutes les 6 secondes à la hauteur de Rungis.

Alors que la plate-forme multimodale de Perpignan-St Charles, qui a coûté près de 40 millions d'euros aux contribuables, demeure à ce jour sous exploitée. **Cette décision est un non-sens écologique, économique et social.**

De l'autre côté, le MIN de Rungis, qui a fait l'objet de plus de 20 millions d'euros d'investissements en 2008/2009, par le Conseil Départemental, pour moderniser la gare de Rungis, s'apprête à voir disparaître définitivement le train.

La disparition du dernier train de fret aurait également des conséquences dramatiques d'un point de vue social, plus d'une centaine d'emplois serait amenée à disparaître sur les deux chargeurs mais aussi, des dizaines d'emplois indirects dans les entreprises sous-traitantes et à la SNCF.

Si la SNCF liquide le fret ferroviaire, c'est qu'elle dispose de complices placés au plus haut niveau de l'État. En effet, actuellement, l'ensemble des MIN (marché d'intérêt national) ne sont pas embranchés au ferroviaire, ce qui met en lumière l'absence de volonté politique concernant le report modal, pourtant essentiel dans la lutte contre le réchauffement climatique.

Le marché de Rungis, qui dispose lui, d'un embranchement ferroviaire, doit voir son approvisionnement par train préservé et développé.

Nous, cheminot-e-s, usagers, élu-e-s, syndicalistes, dénonçons une décision scandaleuse, guidée par des objectifs de rentabilité et permise par la dernière réforme du ferroviaire que nous avons combattu.

Nous demandons que ce train soit maintenu, développé et déclaré d'utilité publique !

Nous demandons à ce que tous les M.I.N soient embranchés au ferroviaire pour faciliter le report modal.

Nous demandons également que le deuxième train supprimé l'an dernier soit rétabli dans les plus brefs délais.

Nous appelons l'État et la SNCF à respecter leurs engagements, pris lors du Grenelle de l'environnement et de la COP21.

Le train Perpignan - Rungis doit vivre !

Ensemble, construisons la riposte !



sauvonsleperpignanrungis@gmail.com



@DéfensePerpiRungis